



ᓄᓇᓂᓄᓐ ᐸᓐᓇᓂᓄᓐ  
Nunavunmi Parnaiyiit  
Nunavut Planning Commission  
Commission d'Aménagement du Nunavut

## **COMMISSION D'AMÉNAGEMENT DU NUNAVUT** **Réponse aux Questions Écrites Supplémentaires sur l'Ébauche du PAN 2021 Reçues** **Avant les Prochaines Audiences Publiques Régionales**

Date: 31 Aout 2022

Tel que communiqué précédemment, la Commission d'Aménagement du Nunavut (CAN ou Commission) accuse réception des questions écrites concernant l'Ébauche du Plan d'Aménagement du Nunavut (PAN) 2021. Le tableau ci-dessous vise à fournir des réponses aux questions et commentaires en suspens adressés à la Commission en date du 23 août 2022. Si vous avez d'autres questions à propos des réponses de la Commission ou des audiences publiques régionales à venir, n'hésitez pas à contacter la CAN.

Gouvernement du Canada

Question n°	Sujet	Questions	Réponse de la CAN
1	Le Déglçage	Lorsque des déterminations de la conformité seront exécutées, comment la Commission appliquera-t-elle les dispositions du Plan, y compris l'Exigence du Plan 2.2.5-1, de manière à respecter les droits et obligations internationaux du Gouvernement du Canada et qui tienne compte de la politique étrangère, tel que précisé au 1.4.2.	Ce n'est pas clair tel que rédigé dans l'ébauche du PAN 2021. Comme discuté avec le personnel du GC, une solution possible pourrait être de fournir des exemptions spécifiques pour les transits internationaux conformes aux obligations internationales du Canada. La Commission invite à lui faire parvenir des rétroactions sur cette question.
2	Le Déglçage	La Commission pourrait-elle préciser si une dérogation mineure s'applique aux restrictions saisonnières des activités de déglçage dans l'Exigence du Plan 2.2.5-1?	Oui, c'est le cas.
3	Le Déglçage	La Commission pourrait-elle préciser ce que l'on entend par le terme « déglçage » ?	La Commission reconnaît le manque de clarté du terme « déglçage » dans l'ébauche du plan. Compte tenu de l'incertitude dans l'utilisation de ce terme, une solution qui a été débattue serait de supprimer le terme « déglçage » et d'avoir des restrictions saisonnières sur la navigation généralement pendant les dates définies. La Commission invite les participants à lui faire parvenir des suggestions visant à clarifier la définition à inclure dans le plan ou à reformuler la section 2.2.5-1 et d'autres sections connexes pour plus de clarté.
4	Exploitation Minière et Droits Existants	Est-ce que les activités d'exploration et d'exploitation minières sur la surface de terres et le sous-sol des Terres Inuites sont exclues de la définition « exploration et exploitation minières » ?	Non.

5	Exploitation Minière et Droits Existants	Quelle était la raison d'exclure des projets de l'Annexe A (par ex., était-ce pour protéger l'habitat des caribous, ou était-ce fondé sur la définition des projets selon la LATEPN, etc.) ? L'intention était-elle de limiter l'empreinte des mines/projets d'exploration avancée existants afin de protéger l'habitat des caribous dans les zones où les deux se chevauchent ?	Voir la question précédente Q&A no5 du Dossier de la CAN numéro 21-058 : Les projets avec des droits existants à l'Annexe A ont été triés par : a) Téléchargement des données sur les droits miniers du Gouvernement du Canada et de NTI (données du printemps 2021) b) Sélection des projets actifs uniquement c) Sélection des droits qui chevauchent les désignations proposées zones à Usage Limité dans l'ébauche du PAN 2021 qui devraient interdire l'exploration et l'exploitation minières d) Sélection des projets qui ont déjà été examinés et approuvés par le système de réglementation du Nunavut en recherchant des activités connexes dans les registres publics de la CAN, de la CNER et de l'OEN.
6	Exploitation Minière et Droits Existants	La Commission pourrait-elle envisager d'élargir la liste des projets inclus à l'Annexe A tout en protégeant l'habitat des caribous?	La Commission invite à lui faire parvenir des rétroactions, qui seront pris en compte après la clôture du dossier le 10 janvier 2023.
7	Exploitation Minière et Droits Existants	Est-ce que les projets situés dans des zones à Usage Limité et répertoriés à l'Annexe A seront autorisés à être conduits comme s'ils se trouvaient dans une zone à Usage Mixte (c-à-d exemptés de toutes les interdictions) ?	Ils seraient exemptés des interdictions, mais pourraient être assujettis à d'autres exigences du plan telles que les marges de recul et les restrictions saisonnières.
8	Exploitation Minière et Droits Existants	Comment l'étendue en termes d'espace des droits existants sera-t-elle déterminée ?	En utilisant des données spatiales sur les instruments de droits miniers et/ou les autorisations du Gouvernement du Canada et de NTI.

9	Exploitation Minière et Droits Existants	Au fur et à mesure qu'ils progressent dans les étapes de développement, comment est-ce que la nature changeante des activités sera gérée (par ex., passer de l'exploration à l'exploitation) ?	Les projets de l'Annexe A devraient être exemptés des interdictions lorsqu'ils subissent des modifications importantes, mais devraient tout de même se conformer aux autres exigences du plan.
10	Exploitation Minière et Droits Existants	De plus, les opérations existantes seront-elles autorisées à s'étendre ? Si tel est le cas, comment est-ce que l'empreinte étendue sera désignée selon le Plan - en tant que zone à Usage Limité ou Mixte ? Par exemple, si un projet avec des droits et intérêts existants doit construire une infrastructure linéaire ou une carrière associée à l'exploration ou à l'exploitation minière <i>dans l'empreinte du projet</i> , et que cette utilisation est à son tour interdite en vertu des exigences du plan, est-ce que cette interdiction s'appliquera ?	Tels qu'ils sont rédigés, les projets de l'Annexe A seraient exemptés des interdictions (notamment les carrières et les infrastructures linéaires) lorsqu'ils souhaitent s'étendre dans l'empreinte de leurs droits existants. Cependant, une modification du plan serait nécessaire pour étendre l'empreinte d'un projet existant dans une zone à Usage Limité en dehors de leurs droits existants où l'activité est interdite.
11	Exploitation Minière et Droits Existants	Quel sera l'impact du Plan sur les projets qui ne sont pas répertoriés à l'Annexe A ?	Toutes les exigences du Plan devrait s'appliquer.
12	Chevauchement des Affectations du Sol	Comment les promoteurs et les organismes de réglementation appliqueront-ils les exigences du plan qui sont incohérentes ou en conflit lorsque les affectations du sol se chevauchent? Par exemple, la Carte A2 montre que les zones 91 Sites contaminés Prioritaires et 92 Installations et Infrastructures Militaires se chevauchent parfois. L'Exigence du Plan 4.6-1 interdit l'utilisation de sites autres que pour des raisons d'assainissement ou la surveillance jusqu'à ce que le nettoyage soit terminé et ait été signalé à la Commission, tandis que l'Exigence du Plan 4.7-1 interdit toutes les utilisations, à l'exception des utilisations par	Les exigences du plan qui sont jugées incohérentes doivent être traitées. La Commission peut examiner après la clôture du dossier, une solution potentielle visant à transformer les sites contaminés qui chevauchent des sites militaires actifs en CV. La Commission invite les participants à lui faire parvenir des recommandations.

		le Canada, le Gouvernement du Nunavut ou les administrations municipales. L'exploitation de ces installations militaires serait interdite là où le zonage montre qu'elles chevauchent des sites contaminés.	
13	Restrictions Saisonnières des Caribous	Le Tableau 2 de l'ébauche du Plan n'identifie que 8 troupeaux. Est-ce que les restrictions saisonnières dans les Exigences du Plan sous les sections 2.2.1, 2.2.2 et 2.2.3 s'appliquent uniquement aux troupeaux énumérés dans le Tableau 2 ? Si tel est le cas, quelle est la justification de la Commission de n'inclure que les dates de restriction saisonnière pour certains troupeaux ? Qu'en est-il des autres troupeaux et populations dans la Région du Nunavut?	Lors de la préparation de l'ébauche du PAN 2021, la Commission ne disposait que des dates saisonnières pour les troupeaux répertoriés dans le Tableau 2, et elle invite à lui faire parvenir des informations sur les dates saisonnières pour les autres troupeaux.
14	Restrictions Saisonnières des Caribous	Qu'entend-on par « caribou des îles » à la section 2.2.6 de l'ébauche du Plan?	Le terme « caribou des îles » a été utilisé pour désigner les troupeaux de caribous des îles du Nunavut par opposition à ceux du continent. La Commission invite à lui faire parvenir des suggestions sur une terminologie plus claire qui pourrait être utilisée.
15	Passages de Glace de Mer des Caribous	Dans le cadre de l'initiative de Gestion Proactive des Navires, le Comité de Sécurité des Voies Navigables de l'Île Victoria a identifié trois priorités : 1) accroître la communication avec la Garde Côtière Canadienne concernant les activités de déglacage; 2) atténuer les impacts négatifs potentiels du déglacage sur la sécurité alimentaire locale, et sur la migration du caribou, des chasseurs et des membres de la communauté voyageant à travers la glace de mer; 3) identifier des ports sécuritaires (via la cartographie) aux travers desquels les	La Commission invite à lui faire parvenir des commentaires et des recommandations, et elle les prendra en considération après la clôture du dossier le 10 janvier 2023.

		<p>chasseurs et les membres de la communauté peuvent accéder le long de la voie navigable. Une Exigence de Plan de collaboration pour les passages de glace de mer des caribous, en particulier dans le Passage du Nord-Ouest/Golfe du Couronnement entre l'Île Victoria et le Continent, pourrait soutenir ces priorités. Comment est-ce que le Gouvernement du Canada peut collaborer avec la Commission pour élaborer un plan qui réponde au besoin de protection des passages de glace de mer des caribous, tout en offrant la souplesse nécessaire pour respecter les droits et obligations internationaux du Gouvernement du Canada</p>	
16	Les Corridors d'Infrastructures Linéaires	<p>La Commission peut-elle justifier les différences de largeur des divers corridors d'infrastructure linéaire dans l'ébauche du Plan? Ceux-ci inclus:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li><input type="checkbox"/> Corridor d'Infrastructure Linéaire Manitoba-Kivalliq (Usage Limité)</li> <li><input type="checkbox"/> Infrastructure Linéaire Mary River-Milne Inlet (Usage Limité)</li> <li><input type="checkbox"/> Infrastructure Linéaire Existante et Potentielle (Composante Socio-économique Valorisée)</li> </ul>	<p>La Commission s'est appuyée sur des ensembles de données existants sur ces corridors, et les largeurs variables reflètent le niveau de certitude avec lequel ils ont été définis dans les ensembles de données disponibles.</p>

17	Passages de Glace de Mer des Caribous	Section 2.2.5 Passages de Glace de Mer des Caribous – Encadré 2.2.5-1, page 19, Sites #103, Carte A3 – Seulement trois zones spécifiques ont des interdictions saisonnières de déglacage associées à des dates proposées spécifiques – toutes les autres zones identifiées comme Site #103 n'en ont pas. Cela a été identifié dans la soumission du Gouvernement du Canada du 8 octobre 2021, ainsi que mentionné dans la section Erreurs et Omissions du document de Questions et Réponses de la Commission (avril 2022). Cependant, aucune information n'a été fournie sur la façon et encore moins le moment où cela sera traité. Est-ce que les interdictions saisonnières s'appliqueront à tous les Passages de Glace de Mer des Caribous, Sites n° 103, y compris, mais sans s'y limiter, les Passages de Glace de Mer du Caribou de Peary dans la Baie Norvégienne? Veuillez noter que les Passages de Glace de Mer de la Baie Norvégienne se trouvent à l'intérieur de l'habitat essentiel désigné pour le Caribou de Peary.	La Commission invite à lui faire parvenir des commentaires et des recommandations, et elle les prendra en considération après la clôture du dossier le 10 janvier 2023.
Gouvernement du Nunavut			
	Sujet	Questions/Commentaires	Réponses de la CAN
1	Détermination des Désignations Zone à Usage Limité	La Commission présente la justification de la recommandation de l'Option 1 Usage Limité pour plusieurs problèmes, notamment le fait que ces zones ont été « identifiées par plusieurs participants comme des zones nécessitant une	Le document O&R 2021 présente les informations examinées par les Commissaires lors de la rédaction de l'ébauche du PAN 2021. Il n'y a pas eu de « pondération » numérique des points de vue au-delà de ce qui est présenté dans le

		<p>protection ». La Commission peut-elle préciser:</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Comment les points de vue divergents au sein d'une même communauté ont-ils été pondérés et/ou comment le consensus de la communauté (le cas échéant) a-t-il été obtenu ?</li> <li>2. Comment les points de vue divergents entre les différentes communautés ont-ils été pondérés, en particulier si les communautés sont proches des zones à Usage Limité (par ex., la discussion sur les zones après-vêlage dans le document O&amp;R, section 2.2.9.6)?</li> </ol>	<p>document.</p> <p>Le processus est encadré par l'examen des options et des compromis, et la prise de décision finale par l'application d'une combinaison d'informations et de données qualitatives et quantitatives, différentes valeurs, ainsi que l'expérience et le jugement professionnel.</p>
2	Désignations Zone à Usage Limité – Informations Inconnues	<p>La Commission peut-elle préciser:</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Comment le potentiel de ressources inconnues a-t-il été pris en compte dans la détermination des affectations du sol et comment a-t-il été évalué?</li> <li>2. Comment les impacts socio-économiques actuels et futurs des restrictions foncières et de l'accès aux terres ont-ils été évalués et intégrés dans la détermination des affectations du sol, en particulier les zones à Usage Limité ?</li> <li>3. Comment les opportunités économiques actuelles et futures ont-elles été évaluées et comment ont-elles été mises en balance avec les priorités écosystémiques dans l'élaboration des affectations du sol, en particulier les zones à Usage Limité ?</li> </ol>	<p>La Commission s'est appuyée sur des ensembles de données existants que divers participants lui ont soumis. Le document O&amp;R 2021 présente les informations examinées par les Commissaires lors de la rédaction de l'ébauche du PAN 2021, notamment des sous-sections pour chaque question sur le « Potentiel de Ressources non Renouvelables, de Transport et des Infrastructures Linéaires ».</p>
3	Droits Existants	La CAN peut-elle préciser :	1. La Commission n'examine que les



		<p>1. Comment l'Annexe A s'applique aux activités existantes qui ne sont pas considérées comme des projets et qui sont autrement interdites par une désignation à Usage Limité ?</p> <p>2. Comment les projets ont-ils été déterminés admissibles à inclure dans l'Annexe A ?</p> <p>3. Comment les Droits pour les projets (ou activités/travaux) autorisés par les licences, les revendications et les baux existants ou les Attestations de Découverte Importante non répertoriés à l'Annexe A sont-ils impactés par les désignations à Usage Limité dans l'ébauche du PAN ?</p> <p>4. Quels sont les seuils pour une « connexion directe » (ébauche du PAN p. 48) à un projet et lorsque les modifications seraient considérées comme un « nouveau projet » et soumises à des interdictions à Usage Limité - et fournissez des exemples.</p> <p>5. Comment est-ce que les Droits Existants énumérés à l'Annexe A seront affectés par les conditions qui s'appliqueront dans les zones à Usage Limité, telles que l'augmentation des rapports, ou des limitations ou conditions pouvant s'appliquer à un projet dans cette zone ?</p> <p>6. Comment cela a-t-il évalué les implications pour les droits existants bloqués par une utilisation limitée environnante ?</p>	<p>« projets ». Tout projet non répertorié à l'Annexe A serait assujetti à toutes les exigences du plan s'il subit une modification importante.</p> <p>2. Voir la question 5 du Gouvernement du Canada ci-dessus.</p> <p>3. Tout projet non répertorié à l'Annexe A serait assujetti à toutes les exigences du plan s'il subit une modification importante.</p> <p>4. Si le promoteur est le même que celui du projet précédent et que l'empreinte est la même, le « lien direct » serait évident, à travers la description du projet et les numéros de dossier antérieurs (c.-à-d. CAN, CNER et OEN). Si le projet a changé de mains, une preuve de vente ou de transfert peut être exigée.</p> <p>5. Toutes les exigences du plan, autres que les interdictions, s'appliqueraient.</p> <p>6. Considéré que les routes d'hiver (utilisation permise dans toutes les désignations) seraient autorisées à accéder aux droits existants et des modifications du plan pourraient être appliquées pour les infrastructures linéaires toutes saisons.</p> <p>7. Les commissaires examineront davantage cette question après la clôture du dossier le 10 janvier 2023.</p>
--	--	---	--

		7. Quand est-ce que l'Annexe A sera finalisée et qu'aucun autre projet ou activité ne pourra y être ajouté?	
4	Modification du Plan	<p>La Commission peut-elle :</p> <p>1. Proposer des critères sur ce qui doit être inclus dans les demandes de modification du plan ou, plus précisément, des critères pour certains types de demandes de modification du plan ?</p> <p>2. Décrire les critères qui existent pour déclencher une révision publique d'une modification du plan?</p> <p>3. Clarifier comment les informations sur le potentiel des ressources peuvent être recueillies lorsque l'affectation du sol zone à Usage Limité interdit l'exploration des ressources ?</p>	<p>1. Voir la Section 6.1.5 de l'ébauche du PAN 2021.</p> <p>2. La Commission n'a pas actuellement de critères officiels pour déclencher une révision publique d'une modification du Plan. Pour plus d'informations, consultez la procédure interne de la CAN, Modifications aux Plans d'Aménagement du Territoire, mars 2015.  <a href="https://www.nunavut.ca/proponent-information/internal-procedures">https://www.nunavut.ca/proponent-information/internal-procedures</a></p> <p>3. De nombreuses désignations zone à Usage Limité interdisent « l'exploration et l'exploitation minières », mais la définition rédigée ne clarifie pas si cela inclut la recherche géologique. La Commission invite à lui faire parvenir des commentaires et des recommandations sur l'endroit et la façon dont la recherche géologique où aucun droit minier n'est octroyé, peut-être autorisée, et elle les prendra en compte après la clôture du dossier le 10 janvier 2023.</p>
SABINA GOLD & SILVER			
Question n°	Sujet	Questions	Réponse de la CAN
1	Liste des Actifs de Sabina Gold & Silver	Pourquoi le Projet <i>Back River</i> de Sabina Gold & Silver Corp. (Sabina) (Dossier de	L'Annexe A n'identifie que les projets avec des droits existants dans les désignations à Usage Limité proposées qui interdiraient

	dans l'Annexe A (Droits Existants)	la CNER N°: 12MN036 ; Dossier de l'OEN N°: 2AM-BRP ; Dossier des AADNC N°: N2012T0025) ainsi que le Projet <i>Bathurst Inlet Port and Road</i> (BIPR) appartenant à Sabina (Dossier de la CNER N° : NIRB 03UN113) ne figurent pas à l'Annexe A de l'ébauche du Plan d'Aménagement du Nunavut de 2021 ?	l'exploration et l'exploitation minières. Le Projet <i>Back River</i> est dans une désignation à Usage Mixte proposée qui permettrait toutes les utilisations, notamment l'exploration et l'exploitation minières, et n'a donc pas été inclus dans l'Annexe A. L'Annexe A n'incluait aucune infrastructure linéaire associée, y compris le BIPR.
GLENCORE			
Question n°	Sujet	Questions	Réponse de la CAN
1	Corridors d'Accès Terrestre	Est-ce que la CAN a conscience que les mines ont besoin d'un accès terrestre pour transporter des équipements et du matériel vers la mine, ainsi que les produits et les déchets miniers à l'extérieur de la mine ?	Oui.
2	Cessation de toute Activité Pendant un Temps	Est-ce que la CAN a conscience que de nombreux projets miniers et d'exploration ne peuvent pas complètement cesser leurs activités et quitter le site à un moment, en particulier pendant la crue (juin), et qu'il y a des impacts négatifs importants à le faire?	Oui. La Commission envisagera de clarifier la portée des fermetures saisonnières lors de la révision de l'ébauche du PAN.
3	Interdire le Développement des Projets	Est-ce que la CAN a conscience que l'ébauche du PAN actuel entraînera la perte directe de tous les investissements, des perspectives et des avantages socio-économiques substantiels des projets d'exploration minière, notamment le projet <i>Hackett River</i> ? Est-ce que l'impact socio-économique complet de cette ébauche du PAN a été examiné dans son entièreté et avec précision?	La Commission a examiné les projets avec des droits existants dans les désignations à Usage Limité proposées qui interdiraient l'exploration et l'exploitation minières, notamment le projet <i>Hackett River</i> , en prévoyant des exemptions des interdictions pour ces projets dans l'ébauche du plan, et a noté les préoccupations qui ont été soulevées concernant l'infrastructure linéaire associée.

Association Inuite du Qikiqtani			
Question n°	Sujet	Recommandations	Réponse de la CAN
1	Participation et Consultation des Inuits	QIA demande que la CAN explique comment les soumissions écrites des Inuits qui peuvent découler des discussions ou des préoccupations soulevées lors des Séances d'Information Communautaires seront intégrées dans la version finale du PAN.	Toutes les informations reçues par la Commission à la clôture du dossier le 10 janvier 2023 seront totalement prises en compte et intégrées dans un document révisé Options et Recommandations, le cas échéant et dirigé par les Commissaires.
Agnico Eagle			
Question n°	Sujet	Questions	Réponse de la CAN
1	Exploitation des Mines Souterraines	La Commission d'Aménagement du Nunavut peut-elle confirmer si les activités d'exploitation des mines souterraines sont autorisées dans les zones à Usage Limitée dans les cas où il n'y a pas de droits miniers existants (c-à-d que les droits acquis ne s'appliquent pas) et si des restrictions saisonnières s'appliqueraient aux activités d'exploitation des mines souterraines. Pour plus de clarté, cette question s'applique à un scénario où toutes les installations dans la zone à Usage Limité sont situées dans les zones souterraines uniquement. Nous voulons confirmer que le Plan d'Aménagement du Nunavut s'appliquera aux activités en surface uniquement.	L'ébauche du PAN 2021 tel qu'il est rédigé ne fait pas de différence entre les activités menées à la surface et celles en sous-sol. La Commission invite à lui faire parvenir des commentaires et recommandations, et elle les prendra en compte après la clôture du dossier le 10 janvier 2023.
2		La Commission d'Aménagement du Nunavut peut-elle fournir d'autres conseils pratiques sur la façon dont les restrictions	L'ébauche du PAN 2021 tel qu'il est rédigé ne fait pas de différence entre les activités menées à la surface et celles en sous-sol.

		saisonniers s'appliqueraient aux activités d'exploitation des mines souterraines de manière générale?	La Commission invite à lui faire parvenir des commentaires et recommandations, et elle les prendra en compte après la clôture du dossier le 10 janvier 2023.
3	Modifications du Plan	Est-ce que la Commission d'Aménagement du Nunavut peut donner d'autres détails précis sur le processus et le calendrier des modifications du plan? En quoi cette approche diffère-t-elle de la politique actuelle en place? Est-ce que la Commission d'Aménagement du Nunavut mettra à jour sa <b>PROCÉDURE INTERNE DE MODIFICATION DU PLAN 23-03-2015</b> pour refléter le processus et les délais ajustés avant les audiences et/ou avant la soumission du plan final au ministre?	La section 6.2.14 du document O&R 2021 décrit les informations examinées par la Commission et fait remarquer que des Règles formelles pourraient être conçues pour les modifications du plan à l'avenir. Entre-temps, la procédure interne de la Commission de 2015 pour les modifications du plan continue de s'appliquer et serait généralement conforme au PAN une fois approuvée.
4	Droits Existants	Même avec des droits acquis absolus applicables aux claims miniers, sans accès, les claims miniers bénéficiant de droits acquis seraient effectivement retirés du potentiel de développement. La Commission d'Aménagement du Nunavut peut-elle confirmer que les droits acquis pour les claims miniers s'étendront au développement linéaire pour se joindre aux routes existantes, aux lignes électriques existantes et à l'accès aux aires marines pour la navigation ? Le processus de modification est soumis à une grande incertitude et ne répond pas à la préoccupation. Quelle proposition la Commission d'Aménagement du Nunavut fait pour aborder la question de la disponibilité de l'accès aux claims miniers par voie terrestre et maritime ?	L'ébauche du PAN 2021 tel que rédigé nécessiterait une modification du plan pour les infrastructures associées dans les zones à Usage Limité. La Commission a entendu les préoccupations exprimées par certains participants et vous invite à lui faire parvenir tous les commentaires et recommandations qu'elle réexaminera après la clôture du dossier le 10 janvier 2023.

5	Dérogation Mineure	Est-ce que la Commission d'Aménagement du Nunavut peut donner plus de détails précis sur ce que seraient le processus et le calendrier des dérogations mineures ? En quoi cette approche diffère-t-elle de la politique actuelle en place ? Est-ce que la Commission d'Aménagement du Nunavut mettra à jour sa <b>PROCÉDURE INTERNE DE DÉROGATION MINEURE 23-03-2015</b> avant les audiences et/ou avant les audiences et/ou avant la soumission du plan final au ministre ?	La section 6.2.13 du document O&R décrit les informations examinées par la Commission, notamment les délais fixés dans la LATEPN. À l'heure actuelle, la Commission n'a pas l'intention de mettre à jour la procédure interne relative aux dérogations mineures.
6	Dérogation Mineure	Est-ce que la Commission d'Aménagement du Nunavut peut confirmer que des dérogations mineures s'appliqueront à toutes les restrictions, y compris les restrictions sur la faune applicables aux caribous? L'ébauche du Plan d'Aménagement du Nunavut stipule en sa section: « 6.1.4-2 Une dérogation mineure ne doit pas être délivrée pour se soustraire à une interdiction. » Les restrictions concernant le caribou sont-elles considérées comme des « interdictions » ?	Les dérogations mineures visent à fournir un allègement des exigences du plan telles que les marges de recul et les restrictions saisonnières. Les désignations des zones à Usage Limité des caribous présentent des « utilisations interdites » pour lesquelles des dérogations mineures ne s'appliquent pas (ne considérerait pas une dérogation mineure pour permettre une utilisation interdite répertoriée), mais pour les désignations des zones de caribous qui ont des restrictions saisonnières, une dérogation mineure pourrait être envisagée pour modifier les dates.
7	Dérogation Mineure	L'ébauche du Plan d'Aménagement du Nunavut stipule que des dérogations mineures pouvant aller jusqu'à deux semaines peuvent être accordées aux dates saisonnières décrites dans le plan, afin de tenir compte des variations d'une année à l'autre. Comment est-ce que la Commission d'Aménagement du Nunavut a déterminé cela?	La Commission avait précédemment envisagé de donner des orientations sur les seuils du degré d'exemption pouvant être considéré comme « mineur ». À la réflexion, cela peut être arbitraire et inutile puisque chaque dérogation proposée pourrait être considérée en fonction des faits qui lui sont propres. La Commission invite à lui faire parvenir des rétroactions sur cette question.

8		<p>L'ébauche du Plan d'Aménagement du Nunavut stipule en sa section: « 6.1.4-1 Pour déterminer s'il y a lieu d'accorder une dérogation mineure, la Commission doit examiner si la dérogation mineure proposée :</p> <p>(a) est rendu nécessaire par des caractéristiques physiques uniques ou des limites de l'emplacement du projet, telles que celles liées à la topographie, à la végétation ou au climat ; (b) causera des impacts négatifs inacceptables ou des interférences avec des personnes, des projets, la faune, l'environnement ou des utilisations ou intérêts actuelles ; (c) est conforme à l'intention et aux objectifs généraux du présent Plan ; (d) est adapté dans le contexte des utilisations des terres avoisinantes et des affectations du sol ; et (e) créera un précédent indésirable. ».</p> <p>En ce qui concerne le point (b), la Commission d'Aménagement du Nunavut a-t-elle envisagé de supprimer ce critère, étant donné qu'il s'agit précisément de la question sur laquelle la Commission du Nunavut chargée de l'Examen et des Répercussions utilisera son expertise pour examiner des demandes qui lui ont été envoyées? Comme solution de rechange, est-ce que la Commission d'Aménagement du Nunavut envisagera de simplement renvoyer tous les projets auxquels elle a accordé une « dérogation mineure », à la Commission du Nunavut chargée de l'Examen et des Répercussions pour s'assurer que cette</p>	<p>La Commission examinera tous les commentaires et les suggestions lors de la révision de l'ébauche du PAN après la clôture du dossier le 10 janvier 2023.</p>
---	--	---	---

		<p>préoccupation est traitée dans le processus de réglementation subséquent? Est-ce que la Commission du Nunavut chargée de l'Examen et des Répercussions effectuera des évaluations environnementales même si elles font le double travail déjà effectué par la Commission d'Aménagement du Nunavut? Est-ce que la Commission du Nunavut chargée de l'Examen et des Répercussions et la Commission d'Aménagement du Nunavut peuvent toutes deux confirmer comment est-ce que l'ébauche du Plan d'Aménagement du Nunavut et les décisions prises par la Commission d'Aménagement du Nunavut, notamment des éléments tel qu'une dérogation mineure, pourraient contribuer à simplifier le processus de la Commission du Nunavut chargée de l'Examen et des Répercussions ?</p> <p>En ce qui concerne le point (e), est-ce que la Commission d'Aménagement du Nunavut envisagera de supprimer ce critère étant donné qu'elle n'est liée par aucun précédent de toute façon?</p>	
9		<p>La Commission d'Aménagement du Nunavut est-elle d'avis que le Plan d'Aménagement du Nunavut remplace d'autres réglementations fédérales et territoriales? En d'autres termes, si une activité est par ailleurs autorisée par les réglementations fédérales et/ou territoriales, ne serait-elle pas autorisée dans le cas où le Plan d'Aménagement du Nunavut restreindrait autrement l'activité.</p>	<p>Voir la section 6.3 du document O&amp;R et les sections 68 et 69 de la LATEPN :</p> <p>« 68 Chaque ministre fédéral ou territorial, chaque ministère ou organisme et chaque municipalité doit, dans la mesure de ses pouvoirs, mettre en œuvre tout plan d'aménagement en vigueur et mener leurs activités en conformité avec celui-ci.</p> <p>69 (1) Chaque organisme de réglementation doit, dans la mesure de ses pouvoirs, veiller à ce que toute licence, tout permis ou toute autre autorisation qu'il délivre mette en œuvre les exigences applicables de tout plan d'aménagement</p>



			du territoire applicable, y compris celles visées au paragraphe 48(4) ... »
10		La Commission d'Aménagement du Nunavut a inclus des restrictions sur le déglacage dans l'ébauche du Plan d'Aménagement du Nunavut au niveau des voies d'accès désignées pour les caribous dans la région de Kitikmeot. Plutôt que cette approche, pourquoi la Commission d'Aménagement du Nunavut n'a-t-elle pas fait référence aux lois sur la navigation applicables régies par Transports Canada ?	Voir la section 2.2.12.5 du document O&R
11		Agnico Eagle reste d'avis que la Commission d'Aménagement du Nunavut n'a pas présenté suffisamment de détails concernant la science sous-jacente aux polygones. Pour fournir des mémoires éclairés sur les polygones, les participants ont besoin d'informations pour comprendre comment ceux-ci sont développés. Fondés sur la science et les principes IQ disponibles, les polygones ont changé et changeront. Ces données sont mises à jour sur une base annuelle et renseignent les plans de travail annuels. Inclure des polygones détaillés dans le Plan d'Aménagement du Nunavut avec un engagement de mettre à jour tous les cinq ans signifiera que les polygones sont toujours obsolètes. Mettre à jour des polygones n'est pas non plus une tâche élémentaire et impliquerait la prise en compte des variances, des données récentes et historiques et des moyennes mobiles. Est-ce que la Commission d'Aménagement du Nunavut est prête à	Le document O&R comprend des sections intitulées « Définition des Limites Géographiques » pour chaque sujet et des informations plus détaillées peuvent souvent être trouvées dans la source des données et les documents indiqués en référence. Le personnel de la Commission se fera un plaisir de discuter des sujets spécifiques nécessitant des détails supplémentaires ou d'aider à localiser les informations dans le dossier.

		partager les informations détaillées nécessaires sur lesquelles les polygones sont basés ? Comment est-ce que la Commission d'Aménagement du Nunavut entend aborder systématiquement la question des mises à jour?	
12		En fin de compte, le Gouvernement fédéral, le Gouvernement du Nunavut et Nunavut Tunngavik Inc. approuveront le Plan d'Aménagement du Nunavut. Donneront-ils des directives aux participants dans le processus de la Commission du Nunavut chargée de l'Examen et des Répercussions afin qu'ils procèdent d'une manière conforme aux déterminations de conformité? Par exemple, les soumissions à la Commission du Nunavut chargée de l'Examen et des Répercussions et les approbations ou ententes émises par le gouvernement et/ou les Inuits seraient-elles conformes aux restrictions du plan concernant les caribous, et limiteraient-elles la nécessité d'un examen supplémentaire au cours de l'examen de la Commission du Nunavut chargée de l'Examen et des Répercussions ainsi que des processus réglementaires subséquents?	Comme indiqué ci-dessus, conformément à l'article 69 de la LATEPN, d'autres autorités de réglementation sont tenues de mettre en œuvre les exigences du plan d'aménagement du territoire, mais ont toujours leurs propres obligations. De plus, en vertu de l'article 69(5) de la LATEPN, veuillez noter que : « Il est entendu que les autorités administratives peuvent, dans la mesure de leurs compétences respectives, assortir les permis et autres autorisations d'exigences supplémentaires ou plus rigoureuses [d'un plan d'aménagement du territoire applicable] »
13		Comment est-ce que la Commission d'Aménagement du Nunavut confirmera la certitude sur le sujet des droits acquis avant que le Plan d'Aménagement du Nunavut ne soit présenté pour approbation? Du point de vue d'Agnico Eagle, une meilleure certitude à ce sujet	Lors de la révision du plan, la Commission examinera toutes les informations reçues avant la clôture du dossier le 10 janvier 2023.

		est nécessaire avant que le plan puisse aller de l'avant.	
14		Comment est-ce que la Commission d'Aménagement du Nunavut applique les données de surveillance recueillies sur les activités minières sur les caribous? Cette information est disponible dans le Registre Public de la Commission du Nunavut chargée de l'Examen et des Répercussions.	La Commission n'a pas pris en considération les informations qui n'ont pas été soumises dans le cadre du processus de planification de l'ébauche du PAN et déposées dans le Registre Public. Toutes les informations reçues par la Commission dans le cadre du processus de planification de l'ébauche du PAN sont disponibles dans le Registre Public de la CAN.